

Je tiens à signaler aux députés qui n'ont peut-être pas pris la peine de comprendre l'incidence de la situation actuelle, que le premier ministre prétend—et je pense qu'il va traîner ces mots derrière lui pour le reste de sa vie—que les gens devront se fixer de nouvelles priorités, se priver et se serrer la ceinture.

● (0300)

Permettez-moi de vous signaler que la moyenne du salaire hebdomadaire au Canada à l'heure actuelle est d'environ \$318, soit un salaire annuel de \$16,536. Cela représente un revenu disponible d'environ \$14,000. S'il tente d'acheter une maison quelque part au Canada, il devra se charger d'une hypothèque d'environ \$50,000. S'il se rendait à la Banque de Montréal demain matin et tentait d'amortir cette hypothèque en un, deux ou trois ans, on lui dirait que le taux d'intérêt est de 18.5 p. 100, ce qui fait \$752 par mois ou \$9,024 par an. Comment, dans ces conditions, le Canadien moyen qui a un emploi moyen et touche un revenu moyen peut-il devenir propriétaire? Je voudrais vous donner un exemple personnel en disant que la maison à trois chambres à coucher que j'ai achetée en 1962, comme vous vous en souvenez peut-être, avait coûté \$14,880. Je gagnais alors \$5,200 l'an, j'avais trois jeunes enfants, et le principal et les intérêts s'élevaient à \$88.60 par mois et le taux d'intérêt hypothécaire à 6.5 p. 100. Cette maison, exactement la même maison, vaudrait aujourd'hui un peu plus de \$60,000.

M. Evans: Vous ne la vendriez pas à ce prix-là, n'est-ce pas?

M. Deans: Je ne parle pas de ma maison, je vous dis qu'une maison identique coûterait un peu plus de \$60,000 aujourd'hui. Si mon fils avait le même emploi que j'avais en 1962, quand j'ai acheté cette maison, il gagnerait \$21,000 par année, pas assez pour obtenir une hypothèque sur une maison de ce prix-là. Voilà où en est l'économie après plusieurs administrations libérales consécutives et voilà pourquoi la situation est urgente. Il s'est produit une détérioration de toute la structure en place qui permettait aux gens de réaliser le rêve que la plupart chérissent, c'est-à-dire posséder un jour sa propre maison, la payer jusqu'au dernier sou un jour, savoir qu'on y vivra lorsque sonnera l'heure de la retraite, qu'on pourra absorber les charges avec ses revenus de retraité. Il n'y a rien de spécieux, de tiré par les cheveux ou de fantaisiste dans mes arguments, monsieur l'Orateur. C'est la réalité, une chose qui semble échapper complètement au gouvernement. Ce dernier semble ne pas se rendre compte de ce qui se passe au Canada. Des rêves qui étaient réalisables il y a 18 ans à peine sont pratiquement inaccessibles aujourd'hui. Aujourd'hui, un homme ou une femme qui trouve un emploi dont la rémunération est supérieure de moitié à la moyenne nationale des salaires ne satisferait pas aux conditions en vigueur pour acheter une maison à laquelle une personne qui avait un salaire correspondant à la moyenne nationale aurait pu prétendre il y a dix ans. Vos théories sont donc mauvaises, c'est un paquet de sottises. Elles ne marchent pas, et nous avons donc une obligation à remplir. C'est le rôle du Parlement. Vous ne pouvez pas vous dérober en nous disant que c'est du ressort du gouverneur de la Banque du Canada. Zut! C'est du ressort du Parlement du Canada!

La situation économique

Des voix: Bravo!

M. Deans: Je voudrais dire quelque chose aux députés d'en face à ce sujet. On ne peut pas juguler l'inflation en montant les taux d'intérêt parce que c'est justement la hausse des taux d'intérêt qui relance l'inflation. C'est parce que les industriels ne peuvent pas se permettre d'emprunter de l'argent aux taux actuels pour constituer leurs stocks qu'on assiste à une relance de l'inflation; en effet, la politique de l'argent cher fait monter les prix et provoque des faillites. A cause des taux d'intérêt élevés, les industriels sont obligés de pratiquer des prix supérieurs à ce que les consommateurs peuvent payer. Ces derniers n'achètent donc pas, ce qui fait tomber la productivité. Si la productivité baisse, il faut aussi manifestement mettre des gens à pied. Et s'ils ne travaillent pas, ils ne peuvent rien acheter. Et s'ils n'achètent rien, saperlipopette, chacun comprend que cela va réduire la productivité encore davantage. Même ceux qui ne disposent que de la moitié d'un cerveau—et il doit s'en trouver même ici—comprennent que si nous voulons amorcer la relance économique, nous devons créer au Canada un système qui permette aux Canadiens d'acheter les biens qu'ils ont eux-mêmes fabriqués.

J'ignore si les députés se rendent compte de ce qui est advenu partout au Canada. J'ai maintes fois parlé à la Chambre de l'industrie automobile. Sans doute êtes-vous déjà à moitié morts d'ennui de m'en entendre parler. Pourtant, si vous y songez, vous constatez qu'elle est la pierre angulaire de l'économie ontarienne. Elle fournit plus d'emplois que n'importe quelle autre industrie dans tout l'Ontario; pourtant, elle périclité de jour en jour. Je tiens à vous parler des prix. Qu'est-il arrivé dans l'industrie de l'automobile? Le 7 décembre, la société Chrysler à Windsor a mis à pied 3,000 travailleurs. Au 5 janvier, la société Ford en aura mis 3,100 à pied, en partie, sinon entièrement, parce que les gens n'ont pas les moyens de s'acheter de nouvelles voitures en raison des taux d'intérêt élevés qui les mettent hors de portée des simples citoyens. Il est temps de nous engager dans une voie indépendante. Je comprends que certaines des mesures que nous proposons pour apporter une aide à court terme sont coûteuses, mais ce sont des mesures à court terme. Je comprends également qu'il nous faut mettre en œuvre des programmes à long terme pour le redéveloppement de la base industrielle du Canada. Nous ne pourrions y arriver qu'en soutenant les forces productrices du pays et en injectant dans l'économie de consommation du pays assez d'argent pour faire augmenter le taux de productivité et réaliser des économies d'échelle qui permettront à notre industrie de profiter de la faiblesse de notre dollar pour envahir les marchés internationaux. C'est le moyen de trouver la solution à long terme aux problèmes très difficiles auxquels nous faisons face actuellement et que se présenteront à nouveau. A court terme, il nous faut stimuler l'économie. Nous ne pouvons nous permettre de ne pas le faire. Même si certains membres du gouvernement soutiennent que stimuler l'économie coûte cher, ne pas le faire coûtera au moins autant car plus de gens seront en chômage, les impôts perçus baisseront et, en dernière analyse, il en coûtera plus cher de ne pas stimuler l'économie que de le faire.